

*Initiatives ministérielles*

Il y a ensuite les chefs que la population admire et respecte. Évidemment, cela ne va pas non plus. Viennent ensuite ceux qu'elle craint, puis ceux qu'elle déteste. Je suis au regret de vous dire que, dans ma circonscription, non seulement les gens ne considèrent pas le premier ministre comme un bon chef, mais ils ne l'aiment pas. Il y en a même qui le détestent. Je trouve bien triste de devoir le dire, même comme membre de l'opposition.

L'ancien chef du Parti libéral nous a peut-être entraînés sur la mauvaise voie, mais il a eu le mérite de guider le pays. Il a fait fausse route, mais les Canadiens le respectaient comme chef. Aujourd'hui, le pays est tout désorienté.

• (1720)

Quand le chef a bien travaillé, les gens disent: «Nous l'avons fait nous-mêmes. Nous avons réussi.» Dans les opérations du gouvernement au pouvoir, il n'y a pas de «nous» collectif, il n'y a que le «nous» du pluriel de majesté, c'est-à-dire un «je» camouflé.

Un chef est celui qui prend ses responsabilités. Il dit: «J'ai été défait.» Il ne dit pas: «Les hommes et les femmes de mon parti ont été défaits.» Le premier ministre devrait dire: «Je suis vaincu, mais vous n'avez pas à crouler avec moi.» Ce n'est pas nécessaire.

Aujourd'hui marque un deuxième anniversaire, ce qui réjouit tous les députés, j'en suis sûr. Un anniversaire est un événement heureux. Nous députés avons de nombreuses occasions de célébrer avec les gens des événements spéciaux: des cinquantièmes ou soixantièmes anniversaires, comme je l'ai fait la semaine dernière, et cela nous fait plaisir. Les Canadiens ne se réjouissent pas de l'anniversaire d'aujourd'hui. Ils sont au désespoir. Le pays est dans un esprit lugubre. Il est en proie à une sombre tristesse. Tout est noir. C'est un bien triste état de choses.

**Une voix:** Seulement dans votre circonscription.

**M. Butland:** Ah oui, parlons-en. C'est seulement dans ma circonscription, à cause de la politique du gouvernement. C'est à cause de lui que ma région est en proie à la plus grande tristesse. Le gouvernement y a détruit l'industrie de l'acier. Il est devenu impossible de vendre de l'acier aux États-Unis, à cause de la cherté de l'argent et de l'accord de libre-échange sur lequel le gouvernement a dit: «Sans libre-échange, ces expéditions pourraient être soumises aux contingentements, à des droits accrus, à des embargos ou à des interdictions.»

Où ira la production excédentaire? Je vais vous le dire, monsieur le Président: nulle part, parce les États-Unis ont fermé leurs marchés à tous nos produits de l'acier.

Je ne doute pas de la grande sincérité du député de Burlington. Mais en tant que spécialiste de l'acier, il conviendra certes que l'accord de libre-échange a été catastrophique pour l'industrie sidérurgique canadienne.

Les lamentations des membres de ma collectivité, comme dit le ministre, sont bien compréhensibles compte tenu de la politique gouvernementale des taux d'intérêt élevés et d'un dollar canadien trop fort. La mise à pied de 6 000 travailleurs, il y a 15 semaines, vous est attribuable. Et on n'en a rappelé jusqu'à maintenant que 600 ou 800. C'est bien malheureux.

Ce qui est encore plus triste, c'est qu'on ne peut pas considérer que le conflit de travail est réglé. J'hésite à le dire, monsieur le Président, mais ces gens-là ne touchent peut-être pas d'assurance-chômage si la politique n'est pas immédiatement modifiée et que la ministre et son ministère ne font pas preuve d'une certaine compassion de sorte que ces gens-là puissent au moins passer un Noël pas trop triste et garder un certain espoir.

Il n'y a pas que dans ma circonscription qu'on se lamente. Je peux vous citer autant de circonscriptions que vous voudrez, y compris celles des députés ministériels, qui pâtissent aussi. C'est une kyrielle d'emplois perdus et de fermetures d'usines d'un bout à l'autre du pays.

La politique du gouvernement n'épargne personne. Il n'y a pas que Sault-Sainte-Marie qui en souffre, mais bien tout le pays. Je suis persuadé que chaque fois que les députés ministériels se rendent dans leur comté—et, à leur place, je ne voudrais certes pas m'y pointer—leurs électeurs leur disent qu'ils appartiennent à un gouvernement sans chef. Je crois que l'équipage est au bord de la mutinerie.

Je crois savoir qu'il est de plus en plus difficile d'obtenir qu'ils se présentent aux comités.

**M. Boudria:** Quels comités?

**M. Dingwall:** Ils demandent quels comités. Et lorsqu'ils s'y présentent, je crois savoir qu'ils gardent un silence absolu afin de ne pas être tentés de tout démolir. Ils ne veulent avoir à défendre aucune des politiques gouvernementales.

**Une voix:** Des politiques indéfendables.

**M. Butland:** Ce sont des politiques indéfendables. Oka, le golfe Persique, Petro-Canada, la politique de libéralisation des espaces aériens, la TPS, la disposition de récupération et l'accord de libre-échange, ce sont des politiques impossibles à défendre. Je ne recourrais pas au comité non plus, je ne le voudrais pas.